

A quoi sert la sociologie !?

Penser la société ne s'improvise pas.

Pouvoir, concurrence, solidarité, engagement caractérisent les relations sociales. Pourtant, ces relations, dans lesquelles chacun d'entre nous baigne, ne sont pas visibles à l'œil nu. Le monde change et ces changements ne sont pas faciles à déchiffrer. Sans les outils de la sociologie, la société est aveugle à elle-même, et les individus qui la composent demeurent isolés. La sociologie est une pratique aux règles exigeantes. Mais grâce à elles, les stéréotypes peuvent être déconstruits, les enjeux entre les acteurs et les groupes sociaux clarifiés, les raisons des conduites sociales précisées. On a pu user à son égard d'une métaphore frappante : « la sociologie est un sport de combat ». C'est qu'elle permet, *a minima*, de prendre une salutaire distance avec le prêt-à-penser. Une telle sociologie est à la société ce que l'introspection est à l'individu : elle permet d'en dévoiler les ressorts, oblige à pratiquer la mise à distance, la critique, le doute. Elle invite à déplacer le regard, à expérimenter l'altérité.

La question de l'utilité des sciences sociales, et en particulier de la sociologie, soulève aujourd'hui des questions contradictoires.

D'un côté, les sciences sociales sont sur la défensive, fragilisées par les réductions drastiques de crédits, par une réforme autoritaire aggravant les concurrences, et par la remise en cause, au plus haut niveau de l'État, de son utilité sociale. De l'autre, elles donnent, pour observer, interpréter, et comprendre la société, des outils tout simplement irremplaçables. La sociologie a toujours entretenu une relation particulière avec le politique, et le pouvoir en général. Celui-ci utilise, voire manipule les moyens de son temps pour la mettre à son service. D'ailleurs, les régimes totalitaires ne s'y sont pas trompés : ils ont toujours cherché à mettre les sociologues sous contrôle, quand ils n'ont pas tenté de mettre à mal,

purement et simplement, leurs institutions. Aujourd'hui, en France, il ne faut pas négliger l'intérêt et l'enjeu d'une pensée la plus libre possible.

La sociologie à Paris 8

A Paris 8, les enseignants-chercheurs du département de sociologie proposent un enseignement qui lie étroitement connaissance, réflexion et pratique.

Autrement dit, ils privilégient une sociologie fondée sur l'échange le plus soutenu possible entre les textes fondateurs, le travail de terrain, la réflexion individuelle et collective. Après le terrain, la mise en écriture fait l'objet d'une attention particulière.

Qu'est-ce que le terrain ? Ce sont les sphères, on pourrait dire aussi les scènes, où les acteurs sociaux sont engagés : le travail, l'école, la famille, les lieux de vie, de loisir, de soin, etc. Différentes approches en sont bien sûr possibles. Certaines privilégient l'observation des structures – elles-mêmes changeantes, comme les classes sociales par exemple -, tandis que d'autres mettent l'accent sur les interactions entre les individus, ou encore sur les milieux et les réseaux. Dans tous les cas de figure, l'enseignement à Paris 8, en prise avec les recherches menées par les enseignants, fait une large part à la découverte concrète du terrain et à son interprétation, car le terrain ne parle jamais tout seul.

Ces compétences et ces qualités sont appréciées dans un contexte professionnel également ! Savoir poser une question et se donner les moyens d'y répondre, construire une démonstration fondée sur des hypothèses bien construites, mais aussi conduire une enquête, réaliser des entretiens et des questionnaires : ces qualités et ces savoir-faire s'acquièrent par la pratique de la réflexivité et de l'objectivation associée à l'intuition. Autant de compétences recherchées sur le marché du travail.

Les enseignants vous invitent à poursuivre l'échange avec eux.

Pourquoi les réformes du gouvernement menacent vos études

Pourquoi nous faisons grève

Pour notre Premier ministre François Fillon, le but des sciences humaines est de servir la concurrence économique : « Imaginons ce que pourrait être l'existence de séminaires réguliers, organisés autour de ces savoirs au profit de nos cadres et dirigeants d'entreprises engagés dans la compétition économique mondiale. Ils trouveraient là des clés de comportement pour négocier avec leurs partenaires étrangers et augmenter ainsi leurs chances de pénétration des marchés. » (Université d'Orsay, 1er juin 2007)

De cela, le gouvernement déduit que ce sont les entreprises qui doivent diriger l'université, et que l'université doit être dirigée comme une entreprise.

Ainsi la loi Libertés et Responsabilités des Universités (LRU), entrée en vigueur l'année dernière, donne aux établissements leur « autonomie », notamment financière. L'Etat réduit son financement des Universités et invite ces dernières à trouver des financeurs privés, qui risquent de leur dicter des programmes. Certes, la sociologie peut aider des publicitaires à vendre de la lessive ; mais est-ce pour autant à des vendeurs de lessive de dire quels doivent être les programmes de sociologie ?

Les étudiants et les personnels des universités ont protesté pendant des mois contre cette loi, que le gouvernement a pourtant fait passer en force. Mais il poursuit ces réformes qui ont de graves conséquences pour les personnels comme pour les étudiants :

1) Décret sur le statut des enseignants chercheurs.

Le travail d'un enseignant-chercheur comprend deux tâches essentielles d'égale importance : la recherche et l'enseignement.

Le projet de décret met fin à cet équilibre. La charge d'enseignement pourra être augmentée ou diminuée par le président de l'université en fonction de l'appréciation portée sur le travail de recherche. Enseigner deviendra alors une sorte de punition pour les « mauvais » chercheurs : les « moins bons » enseigneront plus, les « meilleurs » enseigneront moins. **Avec ce projet, les**

étudiants sont considérés comme les boulets de la recherche française et non plus comme l'une des priorités de l'université. Au total, tous les universitaires enseigneront plus : les universités feront des économies, au détriment de la recherche et de la qualité de l'enseignement.

2) Formation des enseignants de l'enseignement primaire et secondaire.

Beaucoup d'étudiants en sciences humaines ont l'intention d'être par la suite enseignants. Or le gouvernement supprime les IUFM (Instituts Universitaires de formation des Maîtres) qui forment actuellement des étudiants ayant passé un concours à bac+3. Ils sont remplacés par des masters (bac+5) à l'issue desquels les étudiants devront passer le concours. De ce fait :

- **Les futurs enseignants potentiels devront attendre une année de plus avant d'être payés**, car l'année de stage rémunérée à plein temps (216 heures en responsabilité pour un salaire annuel d'environ 15 000 euros) disparaît.
- Les personnes qui ont obtenu le master mais pas le concours pourront être employées pour des remplacements, vacances, etc MAIS sans statut de fonctionnaire. Elles feront le **travail d'un enseignant sans en avoir la sécurité et le salaire.**

Conclusion logique de ces réformes : la **suppression de 1090 postes en 2009 dans l'enseignement supérieur et 35 000 dans toute l'Education nationale** entre 2007 et 2009.

Valérie Pécresse, la ministre de l'enseignement supérieur qui impose toutes ces réformes, a été en classe préparatoire dans un lycée privé, puis dans deux grandes écoles (HEC et l'ENA) qui sélectionnent leurs étudiants et bénéficient d'énormes moyens financiers publics et privés. Elle qui ne connaît donc rien de l'Université prétend nous dire ce que nous devons faire.

Il y a deux fois moins d'enfants de classes populaires en classe préparatoire qu'à l'université. Pourtant, un élève de classe préparatoire coûte à peu près deux fois plus cher qu'un étudiant à l'université. Voilà le genre de constat auquel la sociologie invite à réfléchir...



Les enseignants vous invitent à poursuivre l'échange avec eux.